



AFRIQUE/UGANDA - Malgré la phase de reconstruction du pays après la guerre qui a duré pendant des décennies, manque aujourd'hui tout type d'assistance aux victimes des violences

Lira (Agence Fides) – Cinq ans après la fin de la guerre civile qui a ravagé le pays, nombreuses sont encore les répercussions physiques et psychologiques qu'un grand nombre de femmes ougandaises doit affronter. Torturées, victimes de sévices, contraintes à s'unir au groupe rebelle de l'armée de Résistance du Seigneur (LRA), nombreuses sont celles qui n'ont pu bénéficier d'aucune assistance médicale suite aux violences subies. A Ogur, Lira, dans le nord de l'Ouganda, se trouve un camp médical d'urgence géré par Isis-Women's International Cross Cultural Exchange (Isis-WICCE), une organisation féminine qui s'occupe de l'assistance aux femmes qui vivent en zones de guerre et dans des territoires ne l'étant plus depuis peu. Le centre est spécialisé dans l'assistance aux femmes qui ont subi des violences au cours des quelques deux décennies de guerre, reportant des complications de nature reproductive. Pour la majeure partie des patientes, il s'agit de la première occasion d'être visitée depuis la fin de la guerre, en 2006, alors que pour d'autres, il s'agit même de la première visite de la part d'un médecin. Dans le nord de l'Ouganda, nombre de femmes ont un besoin urgent d'un programme spécifique qui leur fournisse une assistance sanitaire générale. Les rebelles de la LRA ont combattu dans le nord et dans le nord-est de l'Ouganda pendant 23 ans. La guerre, qui a confiné pendant des décennies près de 2 millions de personnes dans des camps de réfugiés, a été la plus brutale depuis l'indépendance de la Grande-Bretagne en 1962. Des milliers de personnes sont mortes durant ces conflits qui ont vu la participation de milliers d'enfants soldats et de civils contraints à s'enrôler dans les rangs des groupes rebelles. Depuis 2006, les gens sont revenus chez eux mais dépendent complètement de l'aide humanitaire. Un plan de récupération et de développement a été lancé par le gouvernement local en 2009 mais sans tenir compte des nécessités urgentes de la population. Les fonds ont été investis dans la reconstruction de nouveaux blocs pour les unités sanitaires et dans la reconstruction de ceux qui avaient été détruits. Selon des sources locales à Lira, les œuvres de reconstruction dans le secteur sanitaire se sont concentrées sur la construction des édifices sans intervenir immédiatement sur les urgences médicales de la communauté. La majeure partie des centres sanitaires du district ne dispose pas de médecins et dans l'ensemble du district en question on compte seulement deux gynécologues. Les forces de la LRA ont été contraintes à quitter l'Ouganda en 2006 et sévissent actuellement en République démocratique du Congo, en République centrafricaine et dans l'ouest du Soudan du Sud. (AP) (Agence Fides 03/09/2011)